

Le Conseil d'Administration de l'Université réuni en formation plénière le 04 juillet 2025

## DÉLIBÉRATION – CA-2025-FINANCES-47

RENDUE EXÉCUTOIRE LE : 05 JUIL. 2025

Date de transmission : 05 JUIL. 2025

Date de réception rectorat :

05 JUIL. 2025

UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL VAL DE MARNE - UPEC  
Direction des Affaires Juridiques et Générales  
61, Avenue du Général de Gaulle  
94010 CRÉTEIL Cedex  
Tél. : 01.45.17.10.31

## PORTANT APPROBATION DU BUDGET RECTIFICATIF AU BUDGET 2025

- VU le Code de l'éducation ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 202 et 210 à 214 ;
- VU l'arrêté du 07 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes ;
- VU la délibération du Conseil d'administration en date du 07 septembre 2022 par laquelle Monsieur Jean-Luc Dubois Randé a été élu Président de l'université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC) ;
- VU les statuts de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC) approuvés par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 14 novembre 1985, dans leur version issue des modifications approuvées en Conseil d'administration du 24 novembre 2023 ;
- VU l'avis favorable de la commission des moyens en date du 25 juin 2025 portant sur l'objet de la présente délibération ;
- VU la note de l'ordonnateur sur le budget rectificatif 2025 annexée à la présente délibération ;
- VU le projet de budget rectificatif 2025 annexé à la présente délibération ;

Le Conseil d'administration de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC), après en avoir délibéré, décide :

### ARTICLE 1 :

Le Conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 3 113 ETPT dont :
  - 2 596 ETPT sous plafond État
  - Et 517 ETPT financés hors SCSP
- 344 421 680 € d'autorisations d'engagement dont :
  - 250 401 128 € de personnel
  - 70 889 145 € de fonctionnement
  - 23 131 407 € d'investissement
- 351 541 442 € de crédits de paiement dont :
  - 250 401 128 € de personnel
  - 64 314 222 € de fonctionnement
  - 36 826 092 € d'investissement
- 326 303 682 € de prévisions de recettes
- 25 237 760 € de solde budgétaire

Le Conseil d'Administration de l'Université réuni en formation plénière le 04 juillet 2025

## **ARTICLE 2 :**

Le Conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- 19 619 260 € de variation de trésorerie
- + 174 448 € de résultat patrimonial
- 8 238 082 € de capacité d'autofinancement
- 815 192 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, le compte de résultat, le bilan, et l'annexe sont annexés à la présente délibération.

## **ARTICLE 3 :**

La présente délibération sera transmise au Recteur Chancelier des Universités. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC).

La directrice générale des services est en charge d'exécuter la présente délibération.

Fait à Créteil, le 04 juillet 2025

Le Vice-Président du Conseil d'Administration

  
Amilcar BERNARDINO

Le Président de l'Université

  
Jean-Luc DUBOIS-RANDÉ

Nombre de membres constituant le conseil : 33	<b>DÉCOMPTE DES VOIX</b>
Nombre de membres en exercice : 32	Votants : 30
Quorum : 17	Votes exprimés : 30
Membres présents : 24	<b>Pour : 23</b>
Membres représentés : 6	Contre : 1
Total des membres présents et représentés : 30	Abstentions : 6

**Modalités de recours :** La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Recteur d'académie.

Créteil, le 04 juillet 2025

## Conseil d'administration du 04 juillet 2025

---

### Note de l'ordonnateur sur le budget rectificatif 2025

Le dernier compte financier voté de 2024 a permis de se rassurer sur la trajectoire de l'UPEC et valider les efforts faits par l'ensemble de la communauté universitaire. Ce budget rectificatif continue de s'inscrire dans la trajectoire du plan de retour à l'équilibre (PREF) dont les mesures traçaient une trajectoire de retour à l'équilibre progressif pour 2026-2027. Même si un compte financier 2024 positif permettait de mettre fin au PREF « ancienne mouture » le nouveau décret financier suit dorénavant les niveaux de trésorerie et fonds de roulement ainsi que le ratio charge de personnel et produits encaissable. Le niveau de fonds de roulement met naturellement l'UPEC en CRE (Conditions de Retour à l'Équilibre) et dans un « nouveau » PREF pour le Budget initial 2026.

Malgré cette situation, la volonté de l'équipe politique continue d'être le maintien de l'emploi pour garantir le maintien d'un service public de qualité et éviter un mode dégradé indigne d'un établissement public.

Le Budget Rectificatif 2025 s'inscrit dans la continuité du vote du plan de retour à l'équilibre financier voté en juillet 2024 par le conseil d'administration. Il a été encore une fois construit dans une volonté d'un équilibre entre maîtrise des dépenses et maintien du dynamisme de l'UPEC.

Ce budget rectificatif retranscrit essentiellement les ajustements des enveloppes budgétaires avec notamment l'intégration des activités de la COMUE transférées à l'UPEC et avec la volonté de rester sur un équilibre

Les services et composantes de l'UPEC ont travaillé pour que le Budget rectificatif 2025 soit en cohérence avec la mise en œuvre des actions du plan du retour à l'équilibre.

Au vu de ces différents éléments, la traduction financière synthétique du budget rectificatif est la suivante :

**\* En analyse budgétaire :**

Solde budgétaire	- 25,2 M€
Prélèvement sur trésorerie	- 19,6 M€
Niveau de la trésorerie	+ 60,6 M€

**\* En analyse patrimoniale :**

Résultat prévisionnel	+ 0,2 M€
Capacité d'autofinancement	+ 8,2 M€
Variation du FDR	- 0,8 M€

Dans les pages qui suivent, les administrateurs trouveront, au titre de la note de présentation, une analyse plus détaillée des prévisions actualisées de l'exercice 2025 sous le format GBCP.

Jean Luc Dubois Randé

Amilcar Bernardino

## Table des matières

### **1 – Etat et analyse des variations des recettes et dépenses du budget rectificatif**

1.1 Evolutions des recettes budgétaires.....	7
1.2.1 Dépenses de masse salariale et plafond d’emplois .....	10
1.2.1.1 Eléments de variation de la masse salariale .....	10
1.2.1.2 Niveau du plafond d’emplois .....	10
1.2.2 Dépenses de fonctionnement.....	11
1.2.3 Dépenses d’investissement.....	12

### **2 – Impact des évolutions sur l’équilibre financier et la soutenabilité budgétaire**

2.1 Variations de l’équilibre financier .....	15
2.1.1 Solde budgétaire.....	15
2.1.2 Opérations non budgétaires .....	15
2.1.3 Variation de trésorerie .....	16
2.2 Analyse de la soutenabilité financière .....	17
2.2.1 Résultat.....	17
2.2.2 Les produits et les charges ne donnant pas lieu à encaissement ou décaissement.....	19
2.2.3 CAF.....	19
2.2.4 Fonds de roulement.....	20

## 1 – Etat et analyse des variations des recettes et dépenses du budget rectificatif

Ce budget rectificatif se caractérise par une **diminution des prévisions d'encaissement de recettes de -4,7M€ (RE)** et une hausse des prévisions de dépenses en CP de +0,4M€ (et de +7,8M€ en AE).

### 1.1 Evolutions des recettes budgétaires

Les prévisions de recettes s'établissent à 326,3M€, contre 331 M€ au BI 2025, soit **-1,43% de variation à la baisse par rapport au budget initial 2025**.

Il convient de rappeler que les prévisions de recettes sont établies sur la base des recettes attendues et leur rythme de facturation et encaissement.

La prévision de **subvention pour charges de service public** (233,2M€) évolue de + 3,2 M€ par rapport au BI dû à la hausse du CAS Pensions au 1er janvier 2025, à hauteur de +3,2 M€

Il est à noter que, dans la dernière notification, la subvention intègre les éléments suivants :

En M€	Notification initiale 2025
<b>Subvention pour charges de service public</b>	<b>230,5</b>
Masse salariale	208,5
Masse salariale-actions spécifiques	2,1
<b>SS total Masse salariale</b>	<b>210,7</b>
Fonctionnement	14,4
Compensation des exonérations de droits d'inscription	2,4
Fonctionnement-actions spécifiques	3,0
<i>dont loyer Pyramide et IUT</i>	2,2
<b>SS total Fonctionnement</b>	<b>19,8</b>

*Le décret GBCP du 7 déc. 2012, introduit les notions de recettes « globalisées » et « fléchées » :*

*Les recettes sont globalisées par principe, elles n'ont pas d'utilisation prédéterminée (Exemple : la subvention pour charges de service public).*

*Les recettes fléchées sont des recettes ayant une utilisation prédéterminée par le financeur, destinées à des dépenses explicitement identifiées (potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement).*

*En 2024, l'UPEC a fait le choix de déterminer un périmètre de recettes « fléchées » et de les suivre.*

*Les catégories de ressources classifiées en « recettes fléchées » ont comme premier critère un **montant nominal de financement supérieur ou égal à 1M€** et liées :*

- *à des contrats de recherche*
- *à des projets pluriannuelles d'investissement (portées par la Direction du patrimoine)*
- *à des contrats d'enseignement*

Parmi les autres variations de prévisions de recettes, figurent également et principalement, pour **-7,9 M€**, les **ressources propres** :

- **Des financements publics sont prévus à hauteur de 33,5 M€** en recettes fléchées et globalisées, dont :
  - **17 M€** pour des opérations de recherche ; **0,9 M€** pour des opérations d'investissement (travaux patrimoine); **10,9M€** pour des contrats d'enseignement (les projets « ERASME », « ERASMUS », « CMQ Santé » et « CMQ Eco Construction » pour l'essentiel) et les projets tels que le dispositif du « EURFRAPP » et « EURLIVE ».
  - **2,7 M€** pour les projets de la faculté de santé (principalement, « ERGO SANTE », « KINE SANTE ») ;
  - **2M€** pour d'autres dispositifs (Préciput, Erasmus, FIPHFP...)

**Ces autres financements publics sont en baisse de -1,2 M €** Cette variation résulte principalement :

- D'une baisse de - **3,3M€** sur les opérations d'investissement (travaux patrimoine) suite à une fiabilisation des prévisions de

recettes au sein de la Direction du patrimoine ;

- Et + **2,1M€** sur d'autres projets dont :
  - Une hausse de **+1M€** pour les conventions de la faculté de santé (convention FEI ; convention ARS départementale, convention ARS DESTINI, Chaire HANDICAP...)
  - Une augmentation de **+0,6 M€** par rapport aux prévisions de recettes sur des contrats de recherche non prévus au BI 2025 et actuellement en cours de signature.
  - Et d'une hausse + **0,5M€** des encaissements sur les contrats d'enseignement et projets transverses (« ERASMUS », « CMQ Santé » et « CMQ Eco Construction », « Cookinum » etc.) .
  
- Des **autres financements de l'Etat** d'un montant de **3,7M€** en recettes fléchées et globalisées, **en baisse de -9,4 M€** correspondant essentiellement au réajustement des prévisions de recette sur les opérations d'investissement (travaux patrimoine) par rapport aux prévisions initiale de 2025.
  
- Les autres **ressources propres** (53,2M€), comprennent les ressources de la formation par apprentissage (30M€), de la formation continue, des diplômes propres et de la VAE (8,8 M€), les droits d'inscription (4,6 M€), les contrats de recherche hors subventions publiques (6,1 M€), la taxe d'apprentissage (1,3M€), ainsi que les autres recettes de prestations (2,2 M€).
  
- Ces prévisions de ressources **traduisent une augmentation de +2,5 M€** par rapport aux prévisions initiales, du fait de l'augmentation des recettes attendues au titre des formations par apprentissage (+3M€) et de la formation continue (+0,7M€) et de la diminution des recettes attendues au titre des contrats et prestations de recherche hors ANR (-1,3M€)
  
- La prévision de la CVEC s'établit à 2,7 M€ une augmentation de +0,2M€ par rapport à la prévision initiale.

## 1.2 Evolutions des dépenses budgétaires et du plafond d'emplois

Il est rappelé que les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice (engagements juridiques fermes) et les crédits de paiement constituant la limite supérieure des dépenses pouvant être payées sur l'exercice (décaissements).

Les prévisions de dépenses s'établissent globalement en autorisations d'engagement à 344,4M€ (contre 336,6 M€ au budget initial BI 2025) et à 351,5 M€ de crédit de paiements (contre 351, 2M€ au budget initial 2025), soit +2% de variation en **AE (+7,8 M€)** et +0,1 % en **CP (+0,4 M€)**.

## 1.2.1 Dépenses de masse salariale et plafond d'emplois

### 1.2.1.1 Eléments de variation de la masse salariale

Les dépenses de personnel de l'établissement représentent **250,4M€** d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement au BR 2025, contre **251,9M€** au BI 2025, **soit -1,5M€ (-0,6 % de variation)**. Et **240,4M€** en exécution 2024, **soit +10 M€ (+4,2% de variation)**.

Elles se répartissent entre :

- **213,4 M€ de dépenses de personnels titulaires et contractuels** de l'établissement (hors financements sur contrats).

Cette enveloppe prévoit une **augmentation de +5 M€** par rapport au réalisé 2024 qui s'explique par une hausse de +0,6M€ sur les titulaires (enseignants et BIATSS), +2,6M€ pour les contractuels (enseignants, BIATSS contractuels, apprentis) et un GVT de +1,8M€.

Par rapport au BI 2025, cette enveloppe prévoit une **baisse de -2,4M€** liée aux titulaires et contractuels.

- **8,6 M€ de dépenses financées sur contrats** (personnels contractuels sur contrats de recherche ou de formation) en **baisse de -1, 1M€** par rapport au réalisé 2024 et au BI 2025.

Il est rappelé que cette variation est sans effet sur le résultat dans la mesure où les dépenses sont couvertes par les financements des contrats.

- **28,3 M€ de dépenses en heures complémentaires, vacances d'enseignement et administratives, ainsi que les œuvres sociales**. Elles présentent une hausse au regard du réalisé 2024 (+6,2M€) et également par rapport à la prévision initiale 2025 (+1,9M€ dont +1,7M€ en heures complémentaires et vacances d'enseignements et + 0,2 M€ en vacances administratives).

Ces dépenses sont ventilées par composantes et directions centrales.

### 1.2.1.2 Niveau du plafond d'emplois

Le plafond d'autorisations d'emplois soumis au vote du conseil d'administration lors de la présentation du budget correspond au nombre d'emplois qu'il est prévu de rémunérer sur l'exercice en équivalent temps plein travaillé - ETPT (effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents et leur période d'activité dans l'année).

Il est rappelé que les emplois sous plafond de l'État sont financés par la subvention pour charges de service public (plafond 1) et les emplois hors

plafond d'État sur des ressources propres de l'Upec (plafond 2).

Le plafond global voté dans le cadre du budget initial 2025 s'élevait à 3102 postes en équivalent temps plein travaillé, dont 2598 sur le plafond d'emplois Etat.

Depuis, la notification définitive 2024, reçue après le vote du BI 2025, mentionnait 2596 ETPT. Cette diminution est due à la variation des emplois de PUPH en surnombre. Ce nombre d'emplois Etat est confirmé par la notification initiale 2025.

Par ailleurs, depuis le vote du budget initial 2025, 13 postes ont été créés sur les ressources de l'établissement avec un recrutement en 2025: 12 concernent le transfert des activités de la COMUE reprises par l'UPEC ; un concerne le poste de responsable de la cellule examens à la faculté de santé. Ainsi, au regard des éléments ci-dessus, des réalisations connues en 2025, et des entrées/sorties du premier semestre 2025, il est proposé de porter le plafond global à 3113 (+11 ETPT).

Le plafond global des emplois proposé est de 3113 ETPT et se décompose de la manière suivante :

- 2 596 ETPT en plafond d'emplois Etat (notification initiale) ;
- 517 ETPT en plafond d'emplois sur ressources propres.

### 1.2.2 Dépenses de fonctionnement

Les enveloppes de fonctionnement sont fixées à 70,9 M€ en autorisations d'engagement (AE) et à 64,3 M€ en crédits de paiement (CP), soit respectivement 21% des dépenses en AE et 18 % en CP.

Comparativement au budget initial de 2025, la variation globale représente **+ 5,1 millions d'euros en AE et en CP.**

Pour les dépenses de fonctionnement, le montant des restes à payer aux BR 2025 s'élèvera à 52,9M€ (contre 45,2 M€ au BI2025) en raison d'Une augmentation de 1M€ d'autorisation d'engagement.

L'augmentation de 5,1M€ des prévisions de dépenses de fonctionnement s'explique notamment par :

- Une diminution de **-0,9M€** (en AE et CP), essentiellement liée aux contrats de recherche à mettre au regard des prévisions de recettes du BI 25 revues à la baisse au titre de ce budget rectificatif ;
- L'enveloppe de fonctionnement des composantes (financée par leur ressources propres) connaît une augmentation de **+2,9M€** ;
- Une augmentation de l'enveloppe de fonctionnement des directions

centrales de **+3,1 M€** se répartissant principalement comme suit :  
+1,7 M€ pour la direction du patrimoine (sur les frais de gardiennage, fluides, nettoyage, etc..) +0,4 M€ pour la direction de service informatique (pour notamment le projet Identity, le marché impression étudiant SEDEC...), +0,5M€ pour la direction de la transformation sur des contrats (EURFRAP, SPACE IDF, etc ...), +0,2 M€ pour la DEVE pour (enveloppe CVEC notamment ...).

### 1.2.3 Dépenses d'investissement

Prévues pour 23,1 M€ en AE et 36,8 M€ en CP (soit respectivement 7% et 10% des dépenses du budget 2025), les dépenses d'investissement en **AE augmentent de +4,2M€** pour ce budget rectificatif (par rapport au BI) et diminuent de **-3,3 M€ en CP**.

Ce poste traduit :

- Dans le cadre des projets immobiliers portés par la direction du patrimoine, une hausse de **+1,6 M€** de dépenses en AE et une forte diminution en CP de **-5,9M€** dont le détail est présenté ci-après ;
  - Une augmentation de **+ 1,6 M€ (AE=CP)** par rapport au budget initial de 2025, il s'agit du report CVEC en investissements pour le financement de cinq projets à la direction du patrimoine :
    - o Projet de réhabilitation d'un corps de garde de la caserne Damesme à Fontainebleau en lieu de vie étudiante pour l'IEP ;
    - o Réhabilitation de l'actuelle Maison de la Santé en espace étudiant ;
    - o Réfection du hall de la FST et du hall des amphis du campus centre ;
    - o Réhabilitation du SCD Mail des Mèches ;
    - o Aménagement du futur Centre de Santé étudiant.
  - Une diminution de **-1M€** du GER (Gros Entretien et Renouvellement), enveloppe portée par la direction du patrimoine
- L'enveloppe d'investissement des composantes (financée par leur ressources propres) connaît une augmentation de **+0,7M€**, répartie principalement comme suit : 0,3 M€ pour la santé (dont

Matériel ECOS), 0,1 M€ pour l'IUT Sénart Fontainebleau, 0,1 M€ pour l'AEI, 0,1 M€ pour LLSH

- Une augmentation de **+0,8 M€** pour la recherche, qui s'explique par une augmentation des recettes provenant de projets en cours de contractualisation (Cf. supra paragraphe 1.1).
- Une augmentation de l'enveloppe d'investissement des directions centrales de **+0,4 M€** (hors projets, exemple Hygiène et sécurité).

Il est à souligner, que les ambitions sur les investissements sont maintenues (poursuite des investissements financés partiellement ou totalement).

Dépenses en K€ - Variation BI 2025/ BR 2025			
Projets immobiliers -Variations en (k€)	AE	CP	Commentaires
Restructuration de l'étanchéité de la dalle	-	638	CPER 2015 - 2020 AE et CP : Reprise du chantier été 2024 après période de suspension suite litige en 2023 - décalage du calendrier de travaux
Médecine - restructuration	3 077	491	CPER 2015 - 2020 AE: majorité des marchés de travaux notifiés avant 2023 CP : décaissements lissés
Médecine construction d'un bâtiment pour la recherche biomédicale	959	2 899	CPER 2015 - 2020 AE: majorité des marchés de travaux notifiés avant 2023 CP : Décalage du calendrier de travaux Réévaluation à la baisse des besoins en CP entre le BI et le BR 2025
Ad'Ap	- 510	- 510	Réévaluation à la baisse des besoins en AE et en CP entre le BI et le BR 2025
Réaménagement du bâtiment I	- 150	- 150	Réévaluation à la baisse des besoins en AE et en CP entre le BI et le BR 2025
Réorganisation des locaux du Bât P	- 29	- 155	AE: Reprise des travaux en 2024 - Décalage du calendrier de travaux CP : Décalage du calendrier de travaux Réévaluation à la baisse des besoins en AE et en CP entre le BI et le BR 2025
Rénovation de la caserne Damesne + BU	-	- 22	Plan de relance et CD 77 AE: totalité des marchés notifiés CP : décaissements lissés
Restructuration du domaine Chérioux à Vitry	- 20	- 68	Plan de relance AE: Quasi totalité des marchés notifiés CP : décaissements lissés Réévaluation à la baisse des besoins en AE et en CP entre le BI et le BR 2025
Rénovation énergétique clos et couvert Maison des étudiants Campus Centre	350	217	Plan de relance AE: Totalité des marchés notifiés CP : décaissements lissés
Rénovation énergétique clos et couvert Amphithéâtres Campus Centre	-	- 31	Plan de relance AE: Totalité des marchés notifiés CP : décaissements lissés Réévaluation à la baisse des besoins en CP entre le BI et le BR 2025
Rénovation énergétique clos et couvert BU Campus Centre	-	- 316	Plan de relance Projet achevé en 2024 Réévaluation à la baisse des besoins en CP entre le BI et le BR 2025
Achat Bâtiment A2 Zac Chérioux	-	4	Achat Trapèze en 2024
Création du campus des métiers de la santé et IUT Chérioux Vitry s/ Seine	- 900	- 1 600	CPER 2021/2027 AE : lancement des premiers marchés CP : décaissements au regard de la prévision de réalisation Réévaluation à la baisse des besoins en AE et en CP entre le BI et le BR 2025
Création du campus Recherche Santé et Innovation Fontainebleau Caserne Damesme	- 2 480	- 2 510	CPER 2021/2027 AE : lancement des premiers marchés CP : décaissements au regard de la prévision de réalisation Réévaluation à la baisse des besoins en AE et en CP entre le BI et le BR 2025
CRITISC	- 375	- 375	Lancement du projet Réévaluation à la baisse des besoins en AE et en CP entre le BI et le BR 2025
Achat Batiment Trapese Vitry	1 100	1 100	Nouveau projet
Rénovation énergétique et ADAP Bonneuil	550	300	Nouveau projet
<b>TOTAL</b>	<b>1 572</b>	<b>-5 886</b>	

## 2 – Impact des évolutions sur l'équilibre financier et la soutenabilité budgétaire

### 2.1 Variations de l'équilibre financier

#### 2.1.1 Solde budgétaire

Le **nouveau solde budgétaire** prévisionnel de l'exercice, qui représente la différence entre les recettes budgétaires qui seront encaissées (326, 3M€) et les dépenses budgétaires à payer (351,5M€) s'établit à **-25,2M€ (contre -20,1 M€ en BI 2025)**. Ce montant est donc celui de la variation de trésorerie pour les opérations budgétaires.

Il illustre le décalage qui peut intervenir dans la couverture des dépenses réalisées sur l'exercice par les recettes encaissées et rapprochées sur le même exercice.

Le solde budgétaire est un indicateur GBCP présenté dans l'annexe 2, tableau des autorisations budgétaires, qui présente également les prévisions de recettes encaissables de l'exercice et les crédits de paiement de l'exercice.

#### 2.1.2 Opérations non budgétaires

Le solde budgétaire identifié au tableau 2 (-25,2 M€) doit être complété des opérations non budgétaires qui génèrent des encaissements et des décaissements, répertoriées dans le tableau des opérations pour comptes de tiers (page 7).

Sont concernées :

- les opérations portant sur les dispositifs d'intervention gérés par l'établissement sur financement de l'Etat pour lesquels l'établissement applique sans marge de manœuvre les décisions prises par un donneur d'ordre. C'est le cas des **bourses de mobilité versées par le ministère**.
- les opérations relatives à la **TVA** collectée et déductible ainsi que le remboursement du crédit de TVA correspondant (**3,5 M€ de décaissements et 3,5 M€ d'encaissements** tableau 5 de la liasse).
- l'**aide au permis de conduire versée aux apprentis** (encaissement de 102k€)

La variation de trésorerie pour l'ensemble de ces opérations non

**budgetaires** est prévue à hauteur de + 5,6M€ pour 2025.

Les opérations pour compte de tiers ajoutées au solde budgétaire ont permis de calculer l'écart entre le financement et le besoin de financement.

### 2.1.3 Variation de trésorerie

Il s'agit des liquidités dont l'UPEC dispose.

**Le solde issu de la programmation budgétaire (-25M€) et les soldes des flux de trésorerie issu d'opérations non budgétaires (+5,6M€) conduisent au total à une réduction de la trésorerie de -19,6 M€** Cette variation de trésorerie apparait dans le tableau d'équilibre financier et celui de la situation patrimoniale.

Ce qui représente une **baisse de la trésorerie (variation était prévue initialement à - 14, 5M€)**, et porte le **niveau de la trésorerie de l'établissement à + 60,6 M€ (69,3 jours de fonctionnement)**.

Ce montant est calculé sur la base du niveau de trésorerie observé au 31/12/2024, lors du compte financier, il était de 80,2 M€.

Le plan de trésorerie, établi pour l'intégralité de l'exercice (page 9), permet d'évaluer le montant mensuel des encaissements et décaissements et le solde prévisionnel de trésorerie en fin d'exercice.

Il distingue les opérations budgétaires des opérations de trésorerie pures (opérations sur compte de tiers...) et permet de matérialiser les pics potentiels d'excédent ou de besoin de trésorerie au cours de l'exercice.

S'agissant du budget rectificatif, il est établi sur la base des données exécutées pour les mois de janvier à juin 2025, et sur la base de données prévisionnelles pour les mois de juillet à décembre 2025.

## 2.2 Analyse de la soutenabilité financière

En M€				
	Budget	BI 2025	BR 2025	Variation BI/BR 2025
▶ (1)	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>338,5</b>	<b>347,4</b>	<b>8,9</b>
	Subvention de l'état	231,5	234,8	3,3
	CVEC	2,5	2,7	,2
	Autres subventions	30,4	32,3	1,9
	Autres produits	74,0	77,6	3,6
▶ (2)	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>342,5</b>	<b>347,2</b>	<b>4,7</b>
	Personnel	251,9	250,4	-1,5
	Fonctionnement	90,6	96,8	6,2
(3)=(1)-(2)	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-4,0</b>	<b>0,17</b>	<b>4,21</b>
	+ dotations aux amortissements, pro	31,4	32,5	1,1
	- reprises sur amortissements, provi	23,4	24,5	1,1
	+ valeur nette comptable des actifs cédés			,0
	- produits de cession des actifs cédés			,0
	- subventions d'investissement reprises			,0
▶ (4)	<b>=CAPACITE / INSUFFISANCE D'AUT</b>	<b>4,0</b>	<b>8,2</b>	<b>4,2</b>
▶ (5)	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	40,1	36,8	-3,3
▶ (6)	RECETTES D'INVESTISSEMENT	35,3	30,4	-4,9
(7)=(6)-(5)	<b>BESOIN DE FINANCEMENT DES INV</b>	<b>-4,8</b>	<b>-6,4</b>	<b>-1,6</b>
(8) = (4)+(7)	<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEM</b>	<b>-4,8</b>	<b>1,8</b>	<b>6,6</b>

### 2.2.1 Résultat

Le résultat net comptable correspond à l'excédent ou au déficit de la période, mesuré par la différence, entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

Seuls, les produits (recettes de fonctionnement) et les charges (de fonctionnement et de masse salariale) entrent dans le calcul du résultat prévisionnel.

Ainsi, les dépenses sans impact sur la trésorerie sont prises en compte : amortissements, provisions, dépenses réalisées en attente de factures.

En recettes, ce sont les éléments non encaissables qui sont intégrés : recettes d'amortissement, reprises sur provision, recettes en attente d'encaissement.

CHARGES	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Ecart BI 2025/BR 2025	PRODUITS	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Ecart BI 2025/BR 2025
Personnel	251 900 624	250 401 128	-1 499 496	Subventions de l'Etat	231 506 355	234 796 513	3 290 158
				Fiscalité affectée	2 500 000	2 672 000	172 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	90 613 090	96 831 534	6 218 444	Autres subventions	30 425 726	32 290 069	1 864 343
				Autres produits	74 044 053	77 648 528	3 604 475
dont charges de fonctionnement décaissables	59 174 267	64 314 222	5 139 955	dont produits encaissables	50 668 864	53 194 850	2 525 986
dont amortissements et provisions	31 438 823	32 517 312	1 078 489	dont reprises sur amortissements et provisions	23 375 189	24 453 678	1 078 489
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>342 513 714</b>	<b>347 232 662</b>	<b>4 718 948</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>338 476 134</b>	<b>347 407 110</b>	<b>8 930 976</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice		174 448		Résultat prévisionnel : perte	4 037 580		

Le résultat prévisionnel au titre de ce budget rectificatif s'établit à **+0,2M€** et varie de **+ 4,2M€** par rapport au budget initial 2025.

La variation à la hausse du compte de résultat est essentiellement liée à l'impact, sur les charges de personnel, des mesures prises dans le cadre du PREF, avec un arbitrage en baisse de la charge de personnel de **-1,5 M€**, et à l'augmentation de la subvention de l'État à hauteur de **+3,2 M€**, due à la compensation de la hausse du CAS Pensions.

**Le résultat prévisionnel de ce budget rectificatif s'élève à +0,2 M€** (tous ces indicateurs sont présentés dans l'annexe 6 : tableau de situation patrimoniale).

Le déficit de **-4M€** constaté au BI 25 a été résorbé dans le cadre de ce budget rectificatif. Cela a été réalisé grâce à un équilibre maintenu entre les dépenses de fonctionnement et les produits, à une réduction des charges de personnel de **-1,5 M€**, ainsi qu'à l'inscription en recette de la compensation liée à l'augmentation du CAS Pension, qui s'élève à **3,2 M€**.

Le résultat prévisionnel 2025, qui s'établit à **+0,2 M€**, illustre les effets des mesures mises en œuvre suite à l'adoption du Plan de Retour à l'Équilibre Financier (PREF), approuvé lors du conseil d'administration du 5 juillet 2024.

Il est important de souligner que ce résultat ne prend pas en compte d'éventuelles mesures gouvernementales qui pourraient être annoncées après la date de budgétisation.

De plus, bien que le compte de résultat du Compte Financier 2024 affiche un solde positif et une trésorerie de 97 jours, la situation de l'UPEC reste fragile. En effet, le niveau de fonds de roulement est en dessous du seuil requis, avec seulement 6 jours pour le Compte Financier 2024 et 5 jours pour le Budget Rectificatif 2025. Par conséquent, la tutelle maintient l'établissement sous le dispositif du PREF. L'objectif est de rétablir de manière structurelle ces trois

indicateurs (résultat, trésorerie et fonds de roulement) dans le vert au cours des trois prochaines années.

### 2.2.2 Les produits et les charges ne donnant pas lieu à encaissement ou décaissement

La prévision de produits ne donnant pas lieu à encaissement est essentiellement constituée des produits issus de la neutralisation des dépenses d'amortissement, lorsqu'il n'appartient pas à l'université d'assumer le renouvellement de la charge d'amortissement. Dans ce cas, si l'amortissement est effectivement traduit dans les comptes de charges de l'université, celui-ci est neutralisé en parallèle par cette ressource interne.

La prévision de charges ne donnant pas lieu à décaissement est surtout constituée pour l'UPEC, des dotations d'amortissement (des biens immobiliers et mobiliers), des provisions pour risques et charges (contentieux...), ainsi que des charges à payer (fonctionnement et masse salariale) rattachables à l'exercice comptable.

Les produits calculés sont prévus pour un montant de **24,4M€**, soit une variation de +1,1M€ par rapport au BI 2025.

Les charges calculées sont prévues pour un montant de **32,5M€** (+ 1,1 M€ par rapport au BI 2025).

**Le solde de ces produits et charges calculés varie de -8M€.**

Il reste identique à celui du BI 2025.

### 2.2.3 CAF

La capacité d'autofinancement correspond à la part des ressources de fonctionnement qui n'est pas utilisée pour le financement des charges courantes et peut donc être consacrée au financement des investissements. C'est par le jeu des amortissements et des provisions (ainsi que de leur neutralisation et reprise), que l'université parvient à générer dans ses prévisions, une capacité d'autofinancement.

L'évolution de la CAF dans ce budget rectificatif (+4,2 M€) est intégralement liée à l'augmentation du résultat entre le BI et le BR, qui est de +4,2 M€ (Cf. paragraphe 2.2.1).

La dotation aux amortissements augmente de +1,1 M€ au titre de ce BR et à la reprise sur amortissements enregistre la même évolution (+1,1 M€).

Cela génère ainsi une capacité d'autofinancement **prévue à hauteur de 8,2 M€**.

#### 2.2.4 Fonds de roulement

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagés au cours du temps.

Les ajustements effectués dans les prévisions de dépenses en investissement, amènent à une **diminution du prélèvement prévu initialement sur fonds de roulement de 4 M€ (prélèvement prévu en BI 2025 à 4,7M€)**.

Les dépenses d'investissement baissent nettement de **-3,3 M€** entre le BI et le BR. Les financements suivent la même tendance avec une variation de **-3,5 M€**. Cependant, la CAF est en hausse significative de **+4,2 M€**

Le niveau prévisionnel du **fonds de roulement net global** est donc porté à **4M€** (arrêté à 4,8 M€ en CF 2024), soit **5 jours de fonctionnement**.

L'établissement a toutefois analysé le fonds de roulement disponible au 31/12/2024. Selon la méthode communiquée par la DGESIP et validée par le Rectorat, le fonds de roulement est fortement mobilisé par les opérations pluriannuelles. Il s'élève ainsi **-46,7 M€**.

La différence entre le niveau prévisionnel de la trésorerie et celui du fonds de roulement entraîne un **besoin en fonds de roulement (BFR) de - 56,5M€**.

Le besoin en fonds de roulement correspond à la somme que l'établissement doit financer pour couvrir le besoin résultant des décalages de trésorerie entre les entrées et les sorties.

La prévision de cet indicateur étant négative, cela démontre une capacité actuelle de la **trésorerie de l'établissement à couvrir ses besoins**.

Les états au format GBCP figurant en annexe de ce rapport sont les suivants :

- **États soumis au vote :**
  - Tableau des autorisations d'emplois (tableau 1)
  - Tableau des autorisations budgétaires en exécution (tableau 2)
  - Tableau d'équilibre financier en exécution (tableau 4)
  - Tableau de situation patrimoniale (tableau 6)
- **États transmis pour information :**
  - Tableau des dépenses par destination (tableau 3)
  - Tableau des opérations pour compte de tiers (tableau 5)
  - Plan de trésorerie (tableau 7)
  - Tableau des opérations sur recettes fléchées (tableau 8)
  - Tableau de synthèse budgétaire et comptable (tableau 10)
  - Tableau de synthèse budgétaire et comptable (tableau 10)

## Projet de budget rectificatif 2025

- tableau de suivi des emplois	page 2
- tableau autorisations budgétaires	page 3
- tableau dépenses par destination + recettes par origine	pages 4 et 5
- tableau équilibre financier	page 6
- tableau opération pour compte pour tiers	page 7
- situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement)	page 8
- tableau plan de trésorerie	page 9
- tableau de synthèse budgétaire et comptable	page 10
- tableau des opérations pluriannuelles et programmation	page 11
- tableau des opérations pluriannuelles (détail)	pages 12 à 14

***Document soumis à l'approbation du conseil d'administration du 04/07/2025***

**Tableau 1**  
**Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget rectificatif 2025**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
			Emplois sous plafond Etat	Emplois financés hors SCSP (*)	Global
			En ETPT	En ETPT	
Enseignants, enseignants-chercheurs	Permanents	Titulaires	1 203		1 203
		CDI	15	2	17
	Non permanents	CDD	324	36	360
contrats doctoraux (hors COMUE)	Non permanents	CDD	83	82	165
Chercheurs	Non permanents	CDD	0	75	75
<b>S/total E et EC</b>			<b>1 625</b>	<b>195</b>	<b>1 820</b>
BIATSS	Permanents	Titulaires	615		615
		CDI	66	14	80
	Non permanents	CDD	290	308	598
<b>S/total Biatss</b>			<b>971</b>	<b>322</b>	<b>1 293</b>
<b>Totaux UPEC</b>			<b>2 596</b>	<b>517</b>	<b>3 113</b>
					<b>3 113</b> <sup>(4)</sup>
					<b>Plafond global des emplois voté par le CA</b>
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>			<b>2 596</b> <sup>(5)</sup>		

*(\*) Subvention pour charges de service public*

*Note sur les modalités de renseignement du tableau :*

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les modalités de renseignement des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

**Tableau 2**  
**Autorisations budgétaires**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Autorisations budgétaires en autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP), prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses								
	AE CF 2024	AE BI 2025	AE BR 2025	Ecart BR 2024/BI 2025	CP CF 2024	CP BI 2025	CP BR 2025	Ecart BR 2024/BI 2025
<b>Personnel</b>	<b>240 401 053</b>	<b>251 900 624</b>	<b>250 401 128</b>	-1 499 496	<b>240 401 053</b>	<b>251 900 624</b>	<b>250 401 128</b>	-1 499 496
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>		61 611 022	60 806 999	-804 023		61 611 022	60 806 999	-804 023
<b>Fonctionnement</b>	<b>54 031 223</b>	<b>65 749 186</b>	<b>70 889 145</b>	5 139 959	<b>48 468 622</b>	<b>59 174 267</b>	<b>64 314 222</b>	5 139 955
<b>Investissement</b>	<b>15 760 564</b>	<b>18 944 317</b>	<b>23 131 407</b>	4 187 090	<b>33 453 574</b>	<b>40 097 293</b>	<b>36 826 092</b>	-3 271 201
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>310 192 840</b>	<b>336 594 127</b>	<b>344 421 680</b>	7 827 553	<b>322 323 248</b>	<b>351 172 184</b>	<b>351 541 442</b>	369 258
<b>Solde budgétaire</b>					<b>6 763 119</b>			

Recettes				
CF 2024	RE BI 2025	RE BR 2025	Ecart BR 2024/BI 2025	
				<b>Recettes globalisées</b>
<b>235 509 575</b>	<b>230 006 400</b>	<b>233 206 400</b>	3 200 000	Subvention pour charges de service public
<b>-12 877 583</b>	<b>1 655 205</b>	<b>1 733 820</b>	78 615	Autres financements de l'Etat
<b>2 718 245</b>	<b>2 500 000</b>	<b>2 672 000</b>	172 000	Fiscalité affectée
<b>19 776 023</b>	<b>20 305 224</b>	<b>21 828 026</b>	1 522 802	Autres financements publics
<b>50 317 129</b>	<b>50 638 914</b>	<b>53 164 900</b>	2 525 986	Recettes propres
				<b>Recettes fléchées</b>
16 656 744	<b>11 462 216</b>	<b>1 941 611</b>	-9 520 605	Financements de l'Etat fléchés
16 850 501	<b>14 450 106</b>	<b>11 726 975</b>	-2 723 131	Autres financements publics fléchés
135 733	<b>29 950</b>	<b>29 950</b>	0	Recettes propres fléchées
<b>329 086 367</b>	<b>331 048 015</b>	<b>326 303 682</b>	-4 744 333	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
	<b>20 124 169</b>	<b>25 237 760</b>	<b>5 113 591</b>	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>

Dépenses par destination et recettes par origine

Tableau 3

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Formation initiale et continue</b>	<b>129 822 467</b>	<b>129 822 467</b>	<b>13 664 511</b>	<b>12 620 126</b>	<b>1 714 204</b>	<b>1 714 204</b>	<b>145 201 182</b>	<b>144 156 797</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	71 712 958	71 712 958	7 196 263	6 602 003	782 000	782 000	79 691 221	79 096 961
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	55 722 569	55 722 569	6 468 248	6 018 123	932 204	932 204	63 123 021	62 672 896
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	2 386 940	2 386 940					2 386 940	2 386 940
<b>D105 - Bibliothèques et documentation</b>	<b>6 574 920</b>	<b>6 574 920</b>	<b>1 689 786</b>	<b>1 520 807</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>8 279 706</b>	<b>8 110 727</b>
<b>Recherche</b>	<b>73 612 046</b>	<b>73 612 046</b>	<b>13 987 154</b>	<b>13 730 594</b>	<b>4 391 139</b>	<b>4 391 139</b>	<b>91 990 339</b>	<b>91 733 779</b>
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	25 053 260	25 053 260	7 603 663	7 596 396	1 458 520	1 458 520	34 115 443	34 108 176
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	5 851 451	5 851 451	526 096	525 246	90 436	90 436	6 467 983	6 467 133
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	6 760 648	6 760 648	945 119	944 619	1 821 640	1 821 640	9 527 407	9 526 907
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	6 088 270	6 088 270	1 473 250	1 464 825	618 968	618 968	8 180 488	8 172 063
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	28 053 908	28 053 908	1 098 847	1 090 347	99 575	99 575	29 252 330	29 243 830
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	1 804 509	1 804 509	2 340 179	2 109 161	302 000	302 000	4 446 688	4 215 670
<b>D114 - Immobilier</b>	<b>7 021 100</b>	<b>7 021 100</b>	<b>19 556 722</b>	<b>15 520 946</b>	<b>12 114 405</b>	<b>26 309 090</b>	<b>38 692 227</b>	<b>48 851 136</b>
<b>D115 - Pilotage et support</b>	<b>30 423 250</b>	<b>30 423 250</b>	<b>19 057 899</b>	<b>18 255 833</b>	<b>3 284 659</b>	<b>2 784 659</b>	<b>52 765 808</b>	<b>51 463 742</b>
<b>Étudiants</b>	<b>2 947 345</b>	<b>2 947 345</b>	<b>2 933 073</b>	<b>2 665 916</b>	<b>1 612 000</b>	<b>1 612 000</b>	<b>7 492 418</b>	<b>7 225 261</b>
D201 - Aides directes aux étudiants			3 000	2 700			3 000	2 700
D202 - Aides indirectes	1 015 780	1 015 780	200 000	180 000			1 215 780	1 195 780
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 931 565	1 931 565	2 730 073	2 483 216	1 612 000	1 612 000	6 273 638	6 026 781
<b>Total</b>	<b>250 401 128</b>	<b>250 401 128</b>	<b>70 889 145</b>	<b>64 314 222</b>	<b>23 131 407</b>	<b>36 826 092</b>	<b>344 421 680</b>	<b>351 541 442</b>

Dépenses par destination et recettes par origine

Tableau 3

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	233 206 400								233 206 400
Droits d'inscription					4 640 787				4 640 787
Formation continue, diplômes propres et VAE					8 829 615				8 829 615
Taxe d'apprentissage					1 247 928			29 950	1 277 878
Contrats et prestations de recherche hors ANR					6 142 247				6 142 247
Valorisation									-
ANR investissements d'avenir				1 666 712			10 379 080		12 045 792
ANR hors investissements d'avenir				4 294 124					4 294 124
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				2 702 286			1 118 606		3 820 892
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				1 539 426					1 539 426
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		1 733 820		11 625 478		1 941 611	229 289		15 530 198
Autres recettes			2 672 000		32 304 323				34 976 323
<i>Dont formation par l'apprentissage</i>					30 074 511				30 074 511
<b>Total</b>	<b>233 206 400</b>	<b>1 733 820</b>	<b>2 672 000</b>	<b>21 828 026</b>	<b>53 164 900</b>	<b>1 941 611</b>	<b>11 726 975</b>	<b>29 950</b>	<b>326 303 682</b>
	<b>71%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>	<b>7%</b>	<b>16%</b>				
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>		<b>25 237 760</b>

NB1 : Le tableau des recettes par origine doit être renseigné en prévision de recettes et correspondre avec le tableau du solde budgétaire.

**Tableau 4**  
**Équilibre financier**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Besoins (utilisation des financements)						Financements (couverture des besoins)					
	Exécution 2023	Montants BR 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Ecart BR 2025/BI 2025	Exécution 2023	Montants BR 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Ecart BR 2024/BI 2025	
Solde budgétaire (déficit)	<b>11 624 312</b>	<b>16 030 730</b>	<b>20 124 169</b>	<b>25 237 760</b>	<b>5 113 591</b>	<b>26 352 183</b>					Solde budgétaire (excédent) *
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements	7 075				0						Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	5 522 263	5 552 327	5 645 779	5 645 779		4 879 533	5 397 428	4 899 175	4 899 175		Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	282 818	300 000	300 000	300 000	0	-13 374 923	2 665 104	6 665 104	6 665 104		Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>5 812 156</b>	<b>21 883 057</b>	<b>26 069 948</b>	<b>31 183 539</b>	<b>5 113 591</b>	<b>17 856 793</b>	<b>8 062 532</b>	<b>11 564 279</b>	<b>11 564 279</b>	<b>0</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>
<b>Variation de trésorerie (I)</b>	<b>12 044 637</b>						<b>-13 820 525</b>	<b>-14 505 669</b>	<b>-19 619 260</b>	<b>0</b>	<b>Variation de trésorerie (II)</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>											<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>	<i>12 044 637</i>						<i>-13 820 525</i>	<i>-14 505 669</i>	<i>-19 619 260</i>		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>17 856 793</b>	<b>21 883 057</b>	<b>26 069 948</b>	<b>31 183 539</b>	<b>5 113 591</b>	<b>17 856 793</b>	<b>21 883 057</b>	<b>26 069 948</b>	<b>31 183 539</b>	<b>0</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

\* Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)  
 \*\* Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)  
 \*\*\* Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

**Tableau 5**  
**Opérations pour le compte de tiers**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers**

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Aide à la mobilité internationale MESR	C 467	317 200	317 200
Aide à la mobilité Erasmus	C 467	1 704 079	957 475
Aide à la mobilité IDF	C 467	22 500	22 500
Aide permis de conduire apprentis	C 473	102 000	102 000
TVA	C 445	3 500 000	3 500 000
<b>TOTAL</b>		<b>5 645 779</b>	<b>4 899 175</b>

**Tableau 6**  
**Situation patrimoniale**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Ecart BI 2025/BR 2025	PRODUITS	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Ecart BI 2025/BR 2025
Personnel	240 471 231	251 900 624	250 401 128	-1 499 496	Subventions de l'Etat	236 084 709	231 506 355	234 796 513	3 290 158
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	60 955 454	61 611 022	60 806 999	-804 023	Fiscalité affectée	2 718 245	2 500 000	2 672 000	172 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	87 569 950	90 613 090	96 831 534	6 218 444	Autres subventions	24 949 493	30 425 726	32 290 069	1 864 343
<i>dont charges de fonctionnement décaissables</i>	55 052 638	59 174 267	64 314 222	5 139 955	Autres produits	69 547 949	74 044 053	77 648 528	3 604 475
<i>dont amortissements et provisions</i>	32 517 312	31 438 823	32 517 312	1 078 489	<i>dont produits encaissables</i>	47 179 010	50 668 864	53 194 850	2 525 986
<i>dont opérations internes</i>				0	<i>dont reprises sur amortissements et provisions</i>	11 630 499	23 375 189	24 453 678	1 078 489
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>328 041 181</b>	<b>342 513 714</b>	<b>347 232 662</b>	<b>4 718 948</b>	<i>dont opérations internes</i>	<b>10 738 440</b>			0
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	<b>5 259 215</b>		<b>174 448</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>333 300 396</b>	<b>338 476 134</b>	<b>347 407 110</b>	<b>8 930 976</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>333 300 396</b>	<b>342 513 714</b>	<b>347 407 110</b>	<b>4 893 396</b>	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>		<b>4 037 580</b>		
					<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>333 300 396</b>	<b>342 513 714</b>	<b>347 407 110</b>	<b>4 893 396</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Ecart BI 2025/BR 2025
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	5 259 215	-4 037 580	174 448	4 212 028
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	32 517 312	31 438 823	32 517 312	1 078 489
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	11 630 499	23 375 189	24 453 678	1 078 489
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	18			0
- produits de cession d'éléments d'actifs	1 820			0
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	10 738 440			0
<b>= CAF</b>	<b>15 405 786</b>	<b>4 026 054</b>	<b>8 238 082</b>	4 212 028

**État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Ecart BI 2025/BR 2025	RESSOURCES	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Ecart BI 2025/BR 2025
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	15 405 786	4 026 054	8 238 082	4 212 028
Investissements	35 937 268	40 097 293	36 826 092	-3 271 201	Financement de l'actif par l'État	4 149 145	22 309 628	20 902 359	-1 407 269
Remboursement des dettes financières					Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	8 485 927	8 982 346	6 870 459	-2 111 887
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>35 937 268</b>	<b>40 097 293</b>	<b>36 826 092</b>	<b>-3 271 201</b>	Autres ressources	158 413			0
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>					Report à nouveau				0
					<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>28 199 271</b>	<b>35 318 028</b>	<b>36 010 900</b>	692 872
					<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(7)</b>	<b>7 737 997</b>	<b>4 779 265</b>	<b>815 192</b>	

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Ecart BI 2025/BR 2025
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) OU PRELEVEMENT (8)	-7 737 997	-4 779 265	-815 192	3 964 073
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-13 870 960	9 726 404	18 804 068	9 077 664
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	6 132 963	-14 505 669	-19 619 260	-5 113 591
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	4 872 615	64 842	4 057 423	3 992 581
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-75 339 865	-59 509 006	-56 535 797	2 973 209
Niveau de la TRESORERIE	80 212 480	59 573 848	60 593 220	1 019 372
FDR JOURS	6	0	5	

**Tableau 7**  
**Plan de trésorerie**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

(€ TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL	Variation trésorerie annuelle	
(1) SOLDE INITIAL (début de mois) FONDS PLACES	80 212 480	115 600 267	91 317 742	70 226 837	125 788 847	111 513 993	107 929 569	158 267 400	126 864 403	95 770 159	124 889 929	93 795 686	80 212 480		
<b>TOTAL TRESORERIE</b>	<b>80 212 480</b>	<b>115 600 267</b>	<b>91 317 742</b>	<b>70 226 837</b>	<b>125 788 847</b>	<b>111 513 993</b>	<b>107 929 569</b>	<b>158 267 400</b>	<b>126 864 403</b>	<b>95 770 159</b>	<b>124 889 929</b>	<b>93 795 686</b>	<b>80 212 480</b>		
<b>ENCAISSEMENTS</b>	<b>59 237 027</b>	<b>5 176 242</b>	<b>4 567 712</b>	<b>62 357 759</b>	<b>10 893 233</b>	<b>10 611 343</b>	<b>72 627 109</b>	<b>10 611 343</b>	<b>10 920 096</b>	<b>71 134 110</b>	<b>10 920 097</b>	<b>8 811 890</b>	<b>337 867 960</b>		
<b>Recettes budgétaires globalisées</b>	<b>1 519 569</b>	<b>60 839 108</b>	<b>5 491 323</b>	<b>5 909 059</b>	<b>60 250 649</b>	<b>8 055 086</b>	<b>69 762 099</b>	<b>8 055 086</b>	<b>8 055 086</b>	<b>68 557 903</b>	<b>8 055 086</b>	<b>8 055 092</b>	<b>312 605 146</b>		
Subventions pour charges de service public	-	55 985 383	-	-	56 215 383	-	60 502 817	-	-	60 502 817	-	-	233 206 400		
Autres financements de l'Etat	60 525	607 988	228 826	39 542	23 783	110 451	110 451	110 451	110 451	110 451	110 451	110 451	1 733 820		
Fiscalité affectée	-	1 467 804	-	-	-	-	1 204 196	-	-	-	-	-	2 672 000		
Ressources propres	799 037	3 224 893	4 240 813	4 381 792	3 308 736	5 315 661	5 315 661	5 315 661	5 315 661	5 315 661	5 315 661	5 315 664	53 164 900		
Autres financements publics	660 007	446 959	1 021 685	1 487 726	702 747	2 628 974	2 628 974	2 628 974	2 628 974	2 628 974	2 628 974	2 628 977	21 828 026		
<b>Recettes budgétaires fléchées</b>	<b>-</b>	<b>1 966 452</b>	<b>775 000</b>	<b>3 400 000</b>	<b>793 487</b>	<b>1 264 553</b>	<b>1 264 553</b>	<b>1 264 553</b>	<b>1 264 553</b>	<b>1 284 503</b>	<b>1 264 553</b>	<b>843 672</b>	<b>13 698 536</b>		
Financements de l'Etat fléchés	-	-	-	3 400 000	649 840	-	-	-	-	-	-	2 108 229	1 941 611		
Autres recettes fléchées	-	1 956 452	775 000	-	143 647	1 264 553	1 264 553	1 264 553	1 264 553	1 264 553	1 264 553	1 264 557	11 726 975		
Recettes propres fléchées	-	10 000	-	-	-	-	-	-	-	19 950	-	-	29 950		
<b>Opérations non budgétaires</b>	<b>57 717 459</b>	<b>57 629 319</b>	<b>- 1 698 611</b>	<b>53 048 700</b>	<b>- 50 150 903</b>	<b>1 291 704</b>	<b>1 600 457</b>	<b>1 291 704</b>	<b>1 600 457</b>	<b>1 291 704</b>	<b>1 600 458</b>	<b>1 600 470</b>	<b>11 564 279</b>		
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Prêts : encaissements en capital	-	-	69 000	95 160	-	-	308 753	-	308 753	-	308 754	308 755	1 399 175		
Opérations pour compte de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Autres encaissements	57 708 515	57 647 574	- 1 800 542	52 945 233	- 50 179 692	805 594	805 594	805 594	805 594	805 594	805 594	805 600	6 665 104		
TVA	8 943	18 255	32 931	8 307	28 789	486 110	486 110	486 110	486 110	486 110	486 110	486 115	3 500 000		
<b>A. TOTAL</b>	<b>59 237 027</b>	<b>5 176 242</b>	<b>4 567 712</b>	<b>62 357 759</b>	<b>10 893 233</b>	<b>10 611 343</b>	<b>72 627 109</b>	<b>10 611 343</b>	<b>10 920 096</b>	<b>71 134 110</b>	<b>10 920 097</b>	<b>8 811 890</b>	<b>337 867 960</b>		
<b>DECAISSEMENTS</b>	<b>23 849 240</b>	<b>29 458 767</b>	<b>25 658 617</b>	<b>6 795 750</b>	<b>25 168 086</b>	<b>14 195 767</b>	<b>22 289 278</b>	<b>42 014 340</b>	<b>42 014 340</b>	<b>42 014 340</b>	<b>42 014 340</b>	<b>42 014 360</b>	<b>357 487 224</b>		
<b>Enveloppes hors recettes fléchées</b>	<b>23 051 160</b>	<b>26 518 429</b>	<b>3 790 866</b>	<b>4 984 802</b>	<b>3 430 826</b>	<b>41 395 050</b>	<b>41 395 050</b>	<b>41 395 050</b>	<b>41 395 050</b>	<b>41 395 050</b>	<b>41 395 050</b>	<b>41 395 060</b>	<b>351 541 442</b>		
Personnel	19 698 626	20 443 606	69 396	13 586	570	30 025 049	30 025 049	30 025 049	30 025 049	30 025 049	30 025 049	30 025 050	250 401 128		
Fonctionnement	3 000 947	4 739 971	3 392 877	4 128 231	3 044 179	6 572 573	6 572 573	6 572 573	6 572 573	6 572 573	6 572 573	6 572 579	64 314 222		
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Investissement	351 587	1 334 851	328 593	842 985	386 078	4 797 428	4 797 428	4 797 428	4 797 428	4 797 428	4 797 428	4 797 431	36 826 092		
<b>Décaissements sur recettes fléchées</b>	<b>678 592</b>	<b>2 555 509</b>	<b>1 603 783</b>	<b>1 564 816</b>	<b>1 690 809</b>	<b>- 8 093 509</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>		
Personnel	320 293	292 199	-	-	-	- 612 492	-	-	-	-	-	-	0		
Fonctionnement	132 082	176 739	448 183	184 949	143 105	- 1 085 058	-	-	-	-	-	-	0		
Investissement	226 217	2 086 571	1 155 600	1 379 867	1 547 704	- 6 395 959	-	-	-	-	-	-	0		
<b>Opérations non budgétaires</b>	<b>119 488</b>	<b>384 829</b>	<b>20 263 968</b>	<b>246 132</b>	<b>20 046 451</b>	<b>- 19 105 774</b>	<b>- 19 105 772</b>	<b>619 290</b>	<b>619 290</b>	<b>619 290</b>	<b>619 290</b>	<b>619 300</b>	<b>5 945 779</b>		
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Opérations pour compte de tiers	28 668	219 102	212 509	58 858	35 545	227 299	227 299	227 299	227 299	227 299	227 299	227 303	2 145 779		
Autres décaissements	6 014	2 019	19 970 254	6 462	19 765 381	- 19 725 064	- 19 725 062	-	-	-	-	-	300 000		
TVA	84 806	163 709	81 205	180 811	245 525	391 991	391 991	391 991	391 991	391 991	391 991	391 997	3 500 000		
<b>B. TOTAL</b>	<b>23 849 240</b>	<b>29 458 767</b>	<b>25 658 617</b>	<b>6 795 750</b>	<b>25 168 086</b>	<b>14 195 767</b>	<b>22 289 278</b>	<b>42 014 340</b>	<b>42 014 340</b>	<b>42 014 340</b>	<b>42 014 340</b>	<b>42 014 360</b>	<b>357 487 224</b>		
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	35 387 787	24 282 525	- 21 090 905	55 562 009	- 14 274 854	- 3 584 424	50 337 831	- 31 402 997	- 31 094 244	29 119 770	- 31 094 243	- 33 202 470	19 619 264		
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	<b>115 600 267</b>	<b>91 317 742</b>	<b>70 226 837</b>	<b>125 788 847</b>	<b>111 513 993</b>	<b>107 929 569</b>	<b>158 267 400</b>	<b>126 864 403</b>	<b>95 770 159</b>	<b>124 889 929</b>	<b>93 795 686</b>	<b>60 593 216</b>	<b>60 593 216</b>	<b>- 19 619 264</b>	
													<i>dont trésorerie fléchée = A2 - B2</i>	<b>13 698 536</b>	
														<i>dont trésorerie sur op. non budgétaires</i>	<b>46 894 681</b>

**TABLEAU 10**  
Synthèse budgétaire et comptable

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

		BR 2025	
<b>Stocks initiaux</b>	<b>1 Niveau initial de restes à payer</b>	<b>60 013 776</b>	
	<b>2 Niveau initial du fonds de roulement</b>	<b>4 872 615</b>	
	<b>3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-75 339 865</b>	
	<b>4 Niveau initial de la trésorerie</b>	<b>80 212 686</b>	
4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	80 212 686	
<b>Flux de l'année</b>	<b>5 Autorisations d'engagement</b>	<b>336 594 127</b>	
	<b>6 Résultat patrimonial</b>	<b>174 448</b>	
	<b>7 Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	<b>8 238 082</b>	
	<b>8 Variation du fonds de roulement</b>	<b>-815 192</b>	
	<b>9 Opérations bilancielle non budgétaires</b>	<b>SENS</b>	
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+
		Cautionnements et dépôts	-
	<b>10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires</b>	<b>SENS</b>	<b>0</b>
		Variation des stocks	+ / -
		Production immobilisée	+
		Charges sur créances irrécouvrables	-
		Produits divers de gestion courante	+
	<b>11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires</b>	<b>SENS</b>	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
<b>12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>		<b>-25 237 760</b>	
12.a	Recettes budgétaires	326 303 682	
12.b	Crédits de paiement ouverts	351 541 442	
<b>13 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers</b>		<b>746 604</b>	
<b>14 Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers</b>		<b>-6 365 104</b>	
<b>15 Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14</b>		<b>-19 619 260</b>	
15.a	dont variation de la trésorerie fléchée		
15.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-19 619 260	
<b>16 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14</b>		<b>18 804 068</b>	
<b>17 Restes à payer</b>		<b>-7 119 762</b>	
<b>Stocks finaux</b>	<b>18 Niveau final de restes à payer</b>	<b>52 894 014</b>	
	<b>19 Niveau final du fonds de roulement</b>	<b>4 057 423</b>	
	<b>20 Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-56 535 797</b>	
	<b>21 Niveau final de la trésorerie</b>	<b>60 593 220</b>	
	21.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	
21.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	60 593 220	

Comptabilité budgétaire  
Comptabilité générale

**Tableau 9 (synthèse)**  
**Tableau des opérations pluriannuelles et programmation**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

**A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement**

Opération	Nature	Prévission pluriannuelle	Prévission 2025 (BR)								Prévission 2026 et suivantes			
		Coût total de l'opération (1)	AE ouvertes les années antérieures (2)	AE consommées les années antérieures (3)	AE reprogrammées ou reportées en 2025 (4) <= (2) - (3)	AE nouvelles ouvertes en 2025 (5)	TOTAL des AE ouvertes en 2025 (6) = (4) + (5)	CP ouverts les années antérieures (7)	CP consommés les années antérieures (8)	CP reprogrammés ou reportés en 2025 (9) <= (7) - (8)	CP nouveaux ouverts en 2025 (10)	TOTAL des CP ouverts en 2025 (11) = (9) + (10)	Restes à engager en fin d'année 2025 (AE) (12)	Restes à payer en fin d'année 2025 (CP) (13)
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement DPDD	156 747 908	75 385 309	75 385 309	0	9 082 243	9 082 243	59 240 622	59 240 622	0	23 276 930	23 276 930	72 280 356	1 950 000
<b>Total Dépenses d'investissement DPDD</b>		<b>156 747 908</b>	<b>75 385 309</b>	<b>75 385 309</b>	<b>0</b>	<b>9 082 243</b>	<b>9 082 243</b>	<b>59 240 622</b>	<b>59 240 622</b>	<b>0</b>	<b>23 276 930</b>	<b>23 276 930</b>	<b>72 280 356</b>	<b>1 950 000</b>
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement DSI	7 713 028	5 552 428	5 552 428	0	2 160 600	2 160 600	2 887 842	2 887 842	0	2 160 600	2 160 600	0	2 664 585
<b>Total Dépenses d'investissement DSI</b>		<b>7 713 028</b>	<b>5 552 428</b>	<b>5 552 428</b>	<b>0</b>	<b>2 160 600</b>	<b>2 160 600</b>	<b>2 887 842</b>	<b>2 887 842</b>	<b>0</b>	<b>2 160 600</b>	<b>2 160 600</b>	<b>0</b>	<b>2 664 585</b>
Dépenses d'investissement CVEC	Report Crédits CVEC	1 612 000	0	0	0	1 612 000	1 612 000	0	0	0	1 612 000	1 612 000	0	0
<b>Total Dépenses Report CVEC</b>		<b>1 612 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 612 000</b>	<b>1 612 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 612 000</b>	<b>1 612 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Contrats de recherche	Personnel	43 839 034	25 267 876	25 267 876	0	6 545 806	6 545 806	25 267 876	25 267 876	0	6 545 806	6 545 806	12 025 352	0
	Fonctionnement	65 758 552	37 935 981	37 935 981	0	10 100 356	10 100 356	30 693 395	30 693 395	0	10 100 356	10 100 356	17 722 215	7 242 586
	Investissement	12 177 510	7 198 200	7 198 200	0	1 808 472	1 808 472	6 111 428	6 111 428	0	1 808 472	1 808 472	3 170 838	1 086 772
<b>Total contrat de recherche</b>		<b>121 775 095</b>	<b>70 402 057</b>	<b>70 402 057</b>	<b>0</b>	<b>18 454 634</b>	<b>18 454 634</b>	<b>62 072 699</b>	<b>62 072 699</b>	<b>0</b>	<b>18 454 634</b>	<b>18 454 634</b>	<b>32 918 404</b>	<b>8 329 358</b>
Contrat d'enseignement	Personnel	32 466 001	9 096 972	9 096 972	0	6 535 014	6 535 014	9 096 972	9 096 972	0	6 535 014	6 535 014	16 834 015	0
	Fonctionnement	48 699 001	6 917 154	6 917 154	0	9 340 027	9 340 027	5 201 558	5 201 558	0	9 340 027	9 340 027	32 441 820	1 715 596
	Investissement	9 018 334	684 411	684 411	0	1 550 561	1 550 561	222 714	222 714	0	1 550 561	1 550 561	6 783 362	461 697
<b>Total contrat d'enseignement</b>		<b>90 183 335</b>	<b>16 698 537</b>	<b>16 698 537</b>	<b>0</b>	<b>17 425 602</b>	<b>17 425 602</b>	<b>14 521 244</b>	<b>14 521 244</b>	<b>0</b>	<b>17 425 602</b>	<b>17 425 602</b>	<b>56 059 196</b>	<b>2 177 293</b>
	<b>Ss total personnel</b>	<b>76 305 035</b>	<b>9 543 856</b>	<b>9 543 856</b>	<b>0</b>	<b>6 545 806</b>	<b>6 545 806</b>	<b>9 543 856</b>	<b>9 543 856</b>	<b>0</b>	<b>6 545 806</b>	<b>6 545 806</b>	<b>60 215 373</b>	<b>0</b>
	<b>Ss total fonctionnement</b>	<b>114 457 552</b>	<b>6 787 491</b>	<b>6 787 491</b>	<b>0</b>	<b>10 100 356</b>	<b>10 100 356</b>	<b>5 413 778</b>	<b>5 413 778</b>	<b>0</b>	<b>10 100 356</b>	<b>10 100 356</b>	<b>97 569 705</b>	<b>1 373 713</b>
	<b>Ss total investissement</b>	<b>187 268 778</b>	<b>778 532</b>	<b>778 532</b>	<b>0</b>	<b>1 808 472</b>	<b>1 808 472</b>	<b>261 479</b>	<b>261 479</b>	<b>0</b>	<b>1 808 472</b>	<b>1 808 472</b>	<b>184 681 774</b>	<b>517 053</b>
<b>TOTAL</b>		<b>378 031 366</b>	<b>17 109 879</b>	<b>17 109 879</b>	<b>0</b>	<b>18 454 634</b>	<b>18 454 634</b>	<b>15 219 113</b>	<b>15 219 113</b>	<b>0</b>	<b>18 454 634</b>	<b>18 454 634</b>	<b>161 257 956</b>	<b>15 121 237</b>

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

**B - Prévissions de recettes**

Opération	Nature	Prévission	Prévission 2025 (BR)		Prévissions en 2026 et suivantes
		Financement de l'opération (18)	Encaissements des années antérieures (19)	Encaissement prévus en 2025 (20)	Encaissements prévus >2025 (21)
Dépenses d'investissement DPDD (PPI)	Financement de l'Etat*	72 365 230	41 076 537	1 941 611	29 347 082
	Autres financements publics**	24 198 630	18 157 077	897 495	5 144 058
<b>Total PPI</b>		<b>96 563 860</b>	<b>59 233 614</b>	<b>2 839 106</b>	<b>34 491 140</b>
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*				0
	Autres financements publics**	105 682 827	59 202 673	12 553 473	33 926 681
	Autres financements***	16 092 268	6 824 875	5 846 795	3 420 598
<b>Total contrat de recherche</b>		<b>121 775 095</b>	<b>66 027 548</b>	<b>18 400 268</b>	<b>37 347 279</b>
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*	0	0	0	0
	Autres financements publics**	76 512 740	25 559 348	12 280 227	38 673 165
	Autres financements***	13 670 595	2 781 562	571 131	10 317 902
<b>Total contrat d'enseignement</b>		<b>90 183 335</b>	<b>28 340 910</b>	<b>12 851 358</b>	<b>48 991 067</b>
	<b>Ss total financement de l'Etat</b>	<b>72 365 230</b>	<b>41 076 537</b>	<b>1 941 611</b>	<b>29 347 082</b>
	<b>Ss total autres financements publics</b>	<b>206 394 197</b>	<b>102 919 098</b>	<b>25 731 195</b>	<b>77 743 904</b>
	<b>Ss total autres financements</b>	<b>29 762 863</b>	<b>9 606 437</b>	<b>6 417 926</b>	<b>13 738 500</b>
<b>TOTAL</b>		<b>308 522 290</b>	<b>153 602 072</b>	<b>34 090 732</b>	<b>120 829 486</b>

\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

\*\* Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

**Tableau 9**  
**Tableau des opérations pluriannuelles**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**A - Dépenses**

Opérations		Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes			
			AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en 2025	AE nouvelles ouvertes en 2025	Variation AE/BR	Total des AE ouvertes pour l'année 2025	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommées au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en 2025	CP nouveaux ouverts en 2025	Variation CP/BR	Total des CP ouverts pour 2025	Restes à engager en fin d'année 2025 (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année 2025 (CP)
		(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)		
<b>Total</b>																
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement	156 747 908	75 385 309	75 385 309	0	7 510 082	1 572 161	9 082 243	59 240 622	59 240 622	0	29 163 058	-5 886 128	23 276 930	72 280 356	1 950 000
CC-Restructuration de l'étanchéité de la dalle Eotp 15L00105A	CPER 2015 - 2020 + Autofinancement pour TC et ADAP	12 859 625	10 722 566	10 722 566		2 025 082	0	2 025 082	6 913 257	6 913 257		4 696 192	638 199	5 334 391	111 977	500 000
Médecine - restructuration Eotp 15L00107A	CPER 2015 - 2020 Réhabilitation +CPER 2015-2020 Mise en sécurité +Autofinancement ADAP +Autofinancement R+5	24 481 349	21 404 539	21 404 539		0	3 076 810	3 076 810	12 736 482	12 736 482		11 253 522	491 345	11 744 867	0	0
Médecine construction d'un bâtiment pour la recherche biomédicale Eopt 16L00113A	CPER 2015 - 2020 +Autofinancement	22 865 000	21 755 520	21 755 520		0	959 480	959 480	20 061 789	20 061 789		5 051 935	-2 898 724	2 153 211	150 000	500 000
Ad'Ap Eotp 16L00110A	Autofinancement	2 355 065	1 082 398	1 082 398		510 000	-510 000	0	1 062 972	1 062 972		529 427	-510 000	19 427	1 272 667	0
Réaménagement du bâtiment I Eotp 18L00992S	Autofinancement	2 933 500	2 336 378	2 336 378		150 000	-150 000	0	2 263 748	2 263 748		223 069	-150 438	72 631	597 122	0
Réorganisation des locaux du Bât P Eotp 19L00311S	opérations immobilières Etat	2 681 834	2 409 431	2 409 431		100 000	-29 129	70 871	2 120 099	2 120 099		515 202	-154 999	360 203	201 532	0
Rénovation du Bât L et installation de salles de TP Eotp 19L00321S	Société du Grand Paris Autofinancement UPEC	1 980 000	1 296 076	1 296 076		0	0	0	1 285 872	1 285 872		10 204	0	10 204	683 924	0
Transformation pédagogique : création de 8 salles de cours Eotp 19L00301S	volet investissement plan étudiants Société du grand paris et autofinancement	1 923 600	1 854 438	1 854 438		0	0	0	1 850 029	1 850 029		4 409	0	4 409	69 162	0
Rénovation de la caserne Damesne + BU Eotp 20L00331S	Financement Conseil départemental 77 + Plan de relance +CVEC	5 439 250	5 439 250	5 439 250		0	0	0	5 436 880	5 436 880		24 249	-21 879	2 370	0	0
Restructuration du domaine Chérioux à Vitry Eotp 20L00341S	Plan de relance	2 287 482	2 242 597	2 242 597		20 000	-20 000	0	2 238 794	2 238 794		71 634	-67 831	3 803	44 886	0
Rénovation énergétique clos et couvert Maison des étudiants Campus Centre Eotp 21L00361S	Plan de relance	1 110 378	760 378	760 378		0	350 000	350 000	580 081	580 081		313 400	216 897	530 297	0	0
Rénovation énergétique clos et couvert Amphithéâtres Campus Centre Eotp 21L00371S	Plan de relance	1 111 782	966 132	966 132		0	0	0	743 563	743 563		253 881	-31 312	222 569	145 650	0
Rénovation énergétique clos et couvert BU Campus Centre Eotp 21L00381S	Plan de relance	2 719 043	2 521 372	2 521 372		0	0	0	1 465 407	1 465 407		1 372 341	-316 377	1 055 964	197 672	0
Achat Bâtiment A2 Zac Chérioux Eotp 20L00351S	Autofinancement	2 200 000	423 918	423 918		0	0	0	420 371	420 371		0	3 547	3 547	1 776 082	0
Création du campus des métiers de la santé et IUT Chérioux Vitry s/ Seine Eotp 22L00021S	CPER 2021-2027	11 600 000	0	0		1 700 000	-900 000	800 000	0	0		1 700 000	-1 600 000	100 000	10 800 000	700 000
Création du campus Recherche Santé et Innovation Fontainebleau Caserne Damesme Eotp 22L00011S	CPER 2021-2027 Département 77 2M€	14 600 000	170 316	170 316		2 510 000	-2 480 000	30 000	61 279	61 279		2 648 593	-2 509 556	139 037	14 399 684	0
Jacquard 22L00031S	Eotp MESR	30 000 000	0	0		120 000	0	120 000	0	0		120 000	0	120 000	29 880 000	0
CRITISC		2 500 000	0	0		375 000	-375 000	0	0	0		375 000	-375 000	0	2 500 000	0
Achat Bâtiment Trapese Vitry		1 100 000	0	0		0	1 100 000	1 100 000	0	0		1 100 000	1 100 000	0	0	0
Rénovation énergétique et ADAP Bonneuil	TEE 2024	10 000 000	0	0		0	550 000	550 000	0	0		300 000	300 000	9 450 000	250 000	
<b>Total Dépenses d'investissement.1</b>		<b>156 747 908</b>	<b>75 385 309</b>	<b>75 385 309</b>	<b>0</b>	<b>7 510 082</b>	<b>1 572 161</b>	<b>9 082 243</b>	<b>59 240 622</b>	<b>59 240 622</b>	<b>0</b>	<b>29 163 058</b>	<b>-5 886 128</b>	<b>23 276 930</b>	<b>72 280 356</b>	<b>1 950 000</b>

**Tableau 9**  
**Tableau des opérations pluriannuelles**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

**B - Recettes**

Opérations		Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs					
				Montant	Encaissements au titre des années antérieures et rattrapés jusqu'à 2024	Prévisions 2025	Evolution BR 2025	Prévisions 2025 après BR	Restes à encaisser
		(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)			(18)=(15)-(16)-(17)
<b>Recettes d'investissement (PPI)</b>	<b>Investissement</b>	<b>156 747 908</b>	<b>49 084 048</b>	<b>96 563 260</b>	<b>59 233 614</b>	<b>15 795 126</b>	<b>-12 956 020</b>	<b>2 839 106</b>	<b>34 490 540</b>
CC-Restructuration de l'étanchéité de la dalle Eotp 15L00105A	CPER 2015 - 2020 + Autofinancement pour TC et ADAP	12 859 625	6 109 625	6 750 000	4 780 995	1 969 005	-1 546 005	423 000	1 546 005
Médecine - restructuration Eotp 15L00107A	CPER 2015 - 2020 Réhabilitation +CPER 2015-2020 Mise en sécurité +Autofinancement ADAP +Autofinancement R+5	24 481 349	2 531 349	21 950 000	17 141 312	4 808 688	-3 321 188	1 487 500	3 321 188
Médecine construction d'un bâtiment pour la recherche biomédicale Eotp 16L00113A	CPER 2015 - 2020 +Autofinancement + 1 M INSERM au BI 2024	22 865 000	5 865 000	17 000 000	13 776 823	4 151 784	-3 223 178	928 606	2 294 571
Ad'Ap Eotp 16L00110A	Autofinancement	2 355 065	2 355 065	0	0	0	0	0	0
Réaménagement du bâtiment I Eotp 18L00992S	Autofinancement	2 933 500	2 933 500	0	0	0	0	0	0
Réorganisation des locaux du Bât P Eotp 19L00311S	opérations immobilières Etat	2 681 834	181 834	2 500 000	2 500 000	0	0	0	0
Rénovation du Bât L et installation de salles de TP Eotp 19L00321S	Société du Grand Paris	1 980 000	0	1 980 000	0	0	0	0	1 980 000
Transformation pédagogique : création de 8 salles de cours Eotp 19L00301S	volet investissement plan étudiants Société du grand paris et autofinancement	1 923 600	126 000	1 797 000	1 497 600	299 400	-299 400	0	299 400
Rénovation de la caserne Damesne Eotp 20L00331S	Financement Conseil départemental 77 + Plan de relance	5 439 250	1 031 620	4 407 630	4 380 254	27 376	-27 376	0	27 376
Démolition/curage/désamiantage et rénovation énergétique Pavillon Clocher Campus Chérioux Vitry s/Seine Eotp 20L00341S	Plan de relance	2 287 482	382 722	1 904 760	1 904 760	0	0	0	0
Rénovation énergétique clos et couvert Maison des étudiants Campus Centre Eotp 21L00361S	Plan de relance	1 110 378	246 058	864 320	864 320	0	0	0	0
Rénovation énergétique clos et couvert Amphithéâtres Campus Centre Eotp 21L00371S	Plan de relance	1 111 782	36 272	1 075 510	1 075 510	0	0	0	0
Rénovation énergétique clos et couvert BU Campus Centre Eotp 21L00381S	Plan de relance	2 719 043	607 003	2 112 040	2 112 040	0	0	0	0
Achat et réhabilitation Bâtiment A2 Zac Chérioux Eotp a créer Eotp 20L00351S	Autofinancement	2 200 000	2 200 000	0	0	0	0	0	0
Création du campus des métiers de la santé et IUT Chérioux Vitry s/ Seine Eotp 22L00021S	CPER 2021-2027	11 600 000	0	11 600 000	500 000	1 700 000	-1 700 000	0	11 100 000
Création du campus Recherche Santé et Innovation Fontainebleau Caserne Damesme Eotp 22L00011S	CPER 2021-2027 Département 77 2ME	14 600 000	0	14 600 000	1 700 000	2 654 012	-2 654 012	0	12 900 000
Ilot Jacquard Eotp 22L00031S	MESR	30 000 000	23 000 000	7 000 000	7 000 000	31 111	-31 111	0	0
CRITISC	BPI-REGION ILE DE France-Ministère de l'économie, des finances et de la relance	2 500 000	1 478 000	1 022 000	0	153 750	-153 750	0	1 022 000
Achat Bâtiment Trapese Vitry		1 100 000	1 100 000	0	0	0	0	0	0
Rénovation énergétique et ADAP Bonneuil	TEE 2024	10 000 000	0	10 000 000	0	0	0	0	10 000 000

**Tableau 9**  
**Tableau des opérations pluriannuelles**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE nouvelles ouvertes en 2025	Variation AE/BR	Total des AE ouvertes pour l'année 2025	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommées au titre des années antérieures	CP nouveaux ouverts en 2025	Variation CP/BR	Total des CP ouverts pour 2025	Restes à engager en fin d'année 2025 (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année 2025 (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(5)	(13)=(3)+(6)-(8)-(10)
<b>Total</b>	7 713 028	5 552 428	5 552 428	1 770 000	390 600	2 160 600	2 887 842	2 887 842	1 770 000	390 600	2 160 600	0	2 664 585
<b>PARC INFO</b>	546 958	346 958	346 958	120 000	80 000	200 000	293 489	293 489	120 000	80 000	200 000	0	53 470
<b>INFRA SYSTEME ET RESEAU</b>	5 549 323	4 613 723	4 613 723	815 000	120 600	935 600	2 264 058	2 264 058	815 000	120 600	935 600	0	2 349 665
<b>SYSTEMES D'INFORMATION METIERS</b>	1 491 747	591 747	591 747	710 000	190 000	900 000	330 296	330 296	710 000	190 000	900 000	0	261 451
<b>PROJET CRM</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>PROJET DAF-NOTILUS</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>SECURITE</b>	75 000	0	0	75 000	0	75 000	0	0	75 000	0	75 000	0	0
<b>SI RECHERCHE</b>	50 000	0	0	50 000	0	50 000	0	0	50 000	0	50 000	0	0
<b>Total Dépenses</b>	7 713 028	5 552 428	5 552 428	1 770 000	390 600	2 160 600	2 887 842	2 887 842	1 770 000	390 600	2 160 600	0	2 664 585